



l'étincelle

Gabriel Attal : « On veut des devoirs qui passent avant les droits. »

Le seul devoir des travailleurs est leur émancipation !

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 1^{er} février 2022

Avec Philippe Poutou, pour un monde sans patrons ni frontières

Du côté de la gauche de gouvernement, la comédie continue. La « primaire populaire » n'était là que pour entériner une candidature de plus à cette cacophonie : celle de Christiane Taubira, ministre sous la présidence de François Hollande dont Macron, en tant que secrétaire général de l'Élysée, était éminence grise, avant d'en devenir à son tour ministre.

Après des décennies de renoncements et de trahisons, la gauche de gestion du capitalisme continue de creuser sa tombe. Il n'y a rien à regretter, c'est une autre voix qu'il faut faire entendre.

La gauche enterrée par sa propre politique

Ce n'est pas faute de « socle commun » que la gauche institutionnelle part en ordre dispersé. Les verts de Jadot, le PS d'Hidalgo et les radicaux de gauche de Taubira gouvernaient ensemble il y a quelques années sous Hollande. Au menu : loi Travail, argent magique pour le grand patronat et une couche de démagogie xénophobe avec Valls.

Le PCF de Roussel et Mélenchon lui-même ont gouverné avec les socialistes il y a moins de vingt ans : c'était la « gauche plurielle » de Jospin, qui a privatisé plus que la droite dans toute son histoire !

Tous se réclament de Mitterrand, homme du centre, devenu en 1972 chef du Parti socialiste et leader d'une « union de la gauche » avec l'appui du PCF. Celle-ci avait canalisé des espoirs populaires. Au gouvernement, sa politique anti-sociale agressive avait refait le lit de la droite.

Unie ou divisée, la gauche au pouvoir applique docilement la politique du grand patronat, qui est le véritable donneur d'ordre dans la société capitaliste. Après chaque passage de la gauche au gouvernement, les illusions qu'elle a suscitées se transforment en dépit qui profite à l'extrême droite. Celle-ci poursuit son ascension depuis les années Mitterrand.

Contre la droite et l'extrême droite : un programme de lutte pour changer la société

À deux mois du scrutin, la campagne est monopolisée par différentes nuances de droite, de Macron à Zemmour en passant par Péresse et Le Pen. Ces quatre-là sont d'accord sur l'essentiel : le grand patronat d'abord ! Zemmour veut la retraite à 65 ans, Le Pen se bat contre l'augmentation du Smic, Péresse voudrait supprimer des centaines de milliers de fonctionnaires... et Macron tout ça à la fois.

Le seul terrain sur lequel ils rivalisent, c'est celui de la démagogie sécuritaire et raciste. Cette poussée réactionnaire – à laquelle une certaine gauche ne peut pas s'empêcher d'ajouter son petit venin – profite à l'extrême droite et installe des idées dont on croyait s'être débarrassé depuis longtemps. Le tout sponsorisé par des médias aux mains des milliardaires.

Les intérêts des travailleurs et les moyens de les imposer

Face à ces vents mauvais, il est urgent que le monde du travail se rassemble. Pas derrière un nouvel attelage d'une gauche qui sert de paillason au grand patronat. Mais pour ses propres intérêts et ceux de toutes les classes populaires.

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, pour défendre leurs intérêts vitaux, les travailleurs devront s'affronter à la classe capitaliste. Pour arracher les 400 euros de salaire supplémentaires nécessaires pour boucler les fins de mois, pour interdire les licenciements et partager le travail entre tous afin d'en finir avec le chômage, pour financer les services publics essentiels de santé, d'éducation, de transport ou de la culture...

Toutes ces mesures, aussi élémentaires soient-elles dans une société riche comme la nôtre, resteront à l'état de promesses électorales si elles ne sont pas imposées par un puissant mouvement d'ensemble : il ne s'agit pas de les faire financer par le contribuable mais de faire payer les milliardaires et actionnaires qui se sont gavés pendant la crise, et qui continuent.

C'est ce programme de lutte collective que propose Philippe Poutou dans cette élection et au-delà. L'union dont nous avons besoin, c'est celle des travailleurs et des jeunes pour renverser cette société capitaliste basée sur l'exploitation et le cortège d'oppressions qu'elle nourrit.

Renault conservatrice

Mediapart a révélé le nom de plusieurs soutiens d'Éric Zemmour, qui financent sa campagne raciste et réactionnaire. On trouve parmi ceux-ci un certain Didier Wisselmann, directeur « audit, risque, éthique et compliance » chez Renault et qui fait partie du « comité de direction corporate » du groupe.

Cet ancien sous-préfet a passé sa carrière à défendre les patrons, en tant que directeur de cabinet adjoint d'Estrosi puis chef de cabinet de Wauquiez lorsqu'ils étaient ministres de Sarkozy. Il a continué sa dérive vers l'extrême-droite pour finir chez Zemmour... auquel il a fait un gros don. La preuve que les idées pourries de Zemmour plaisent aux patrons, qui veulent diviser les travailleurs pour mieux tous les exploiter.

Ambiance électrique

Les salariés des trois usines de Renault Electricity (Douai, Maubeuge, Ruiz) ont spontanément débrayé mardi dernier après avoir découvert sur leurs bulletins de paye du mois de janvier qu'il manquait plusieurs centaines d'euros. Une perte liée au décalage d'un mois pour le paiement des primes et qui n'avait absolument pas été discuté ou annoncé par la direction. Face à l'ampleur de la mobilisation, Renault s'est empressée d'annoncer leur versement pour le 4 février tout en rejetant la faute sur le nouveau prestataire informatique...

Une erreur avantageuse pour Renault qui aurait pu garder les sommes un mois supplémentaire sur ses comptes, mais pas pour les ouvriers qui n'ont que leurs salaires pour vivre !

Mensonges en direct

Interviewé sur France Inter vendredi dernier, le président de Renault, Jean-Dominique Senard a assuré que « *Renault ne supprimera pas d'emplois* ». Renault compte « juste » supprimer 17 000 emplois dans l'ingénierie en France dans les trois années à venir et envisage de fermer un site comme Lardy en le vidant de ses activités. Non content de sacrifier nos emplois sur l'autel des profits, les dirigeants de Renault mentent effrontément. Mettons leurs agissements sur la place publique !

Grandes annonces, petites manœuvres :

Jean-Dominique Senard, le patron de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi a aussi dévoilé jeudi dernier son grand plan pour la production de véhicules électriques. Parmi les annonces, la confirmation que l'usine de Douai accueillera bien la production de la version électrique de la Micra... dont la version thermique est produite à Flins, destinée à fermer pour être reconvertie en « Refactory ». Derrière les grandes

annonces sur la transition électrique et les nouvelles technologies, il y a surtout une nouvelle partie de chaises musicales pour les salariés de Renault qui doivent courir entre les suppressions de postes et fermetures de sites.

Des subventions qui ruissellent

Face à la flambée continue des prix des carburants, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, ressort l'idée d'un chèque-carburant pour les salariés obligés d'utiliser la voiture pour aller au travail.

Encore une subvention qui va filer tout droit dans les poches des Total et compagnie, qui pourront continuer d'augmenter les prix et gonfler leurs bénéfices.

À quand des salaires indexés sur le prix de l'essence ? On ne doute pas que les gouvernements trouveraient alors immédiatement des solutions pour en limiter la hausse !

En Espagne, les travailleurs se font entendre !

6,5 % en Belgique, 5,7 % en Allemagne, 12 % en Estonie, 6,7 % en Espagne... En Europe comme ailleurs dans le monde, les chiffres de l'inflation atteignent des niveaux record. Les prix augmentent, et les patrons sont de plus en plus riches quand nos fins de mois sont de moins en moins tenables. En Espagne, les grèves pour l'augmentation des salaires se sont multipliées ces derniers mois : métallurgie, agroalimentaire, services ou ports, les travailleurs se sont mobilisés par milliers et ont imposé au patronat des augmentations de salaire ! De quoi donner des idées ailleurs. 1 800 euros pour tous, c'est possible... à condition d'aller les chercher !

Bien dit Philippe Poutou

« Les interventions militaires n'ont jamais permis d'aider les peuples » a rappelé sur RFI notre camarade Philippe Poutou, candidat à la présidentielle.

La situation qui s'aggrave au Mali rappelle celle de l'Afghanistan. Les interventions militaires qui prétendent être dans l'intérêt des peuples, pour la paix ou contre le terrorisme masquent mal les intérêts économiques et les logiques impérialistes au service des Total, Bolloré et autres.

Du point de vue de l'expansion des djihadistes « ce que l'on voit, c'est que ça ne change pas grand-chose », mais au final « les peuples trinquent », a rappelé Philippe Poutou : « La solution passe par des révoltes populaires. »